

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA  
REGION CENTRE

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Prestation de Commissariat aux comptes  
pour les Chambres de Commerce et d'Industrie de  
la Région Centre-Val de Loire pour les exercices  
2026 à 2031 inclus**

**PROCEDURE N° 2025-065**

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>CLAUSES TECHNIQUES APPLICABLES A TOUS LES LOTS</b> .....	<b>3</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : LES MISSIONS DES CCI .....	3
ARTICLE 2 : LES REGLES BUDGETAIRES ET COMPTABLES APPLICABLES AUX CCI .....	4
ARTICLE 3 : AUTRES ELEMENTS .....	4
ARTICLE 4 : COMPETENCE ET INDEPENDANCE DU CANDIDAT .....	5
ARTICLE 5 : FIN DES MISSIONS ACTUELLES .....	5
<b>LOT 1 – CCI CENTRE-VAL DE LOIRE</b> .....	<b>6</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI CENTRE-VAL DE LOIRE .....	6
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	8
<b>LOT 2 – CCI DU CHER</b> .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DU CHER.....	10
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	12
<b>LOT 3 – CCI DE L'EURE-ET-LOIR</b> .....	<b>13</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DE L'EURE-ET-LOIR .....	13
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	15
<b>LOT 4 – CCI DE L'INDRE</b> .....	<b>16</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DE L'INDRE .....	16
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	18
<b>LOT 5 – CCI DE TOURAINE</b> .....	<b>19</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DE TOURAINE .....	19
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	20
<b>LOT 6 – CCI DU LOIR-ET-CHER</b> .....	<b>22</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DU LOIR-ET-CHER .....	22
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	23
<b>LOT 7 – CCI DU LOIRET</b> .....	<b>25</b>
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> : PRESENTATION GENERALE DE LA CCI DU LOIRET .....	25
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE LA MISSION .....	27
<b>ANNEXES 1 à 7 LISTES MEMBRES ELUS TITULAIRES</b> .....	<b>28 à 35</b>

## CLAUSES TECHNIQUES APPLICABLES A TOUS LES LOTS

### Article 1<sup>er</sup> : Les missions des CCI

Les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) sont des établissements publics à caractère administratif de l'État (art L 710-1 du code de commerce) dirigés par une assemblée d'élus. Ces établissements sont placés sous la tutelle du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, le contrôle local étant exercé par le préfet de Région assisté des services techniques de l'Etat.

Les établissements du réseau des CCI ont, en leur qualité de corps intermédiaire de l'État, une fonction de représentation des intérêts des entreprises des secteurs de l'industrie, du commerce et des services.

Les CCI contribuent au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises.

A cet effet, chaque établissement du réseau peut assurer, dans le respect des schémas sectoriels qui lui sont applicables :

- 1° Les missions d'intérêt général qui lui sont confiées par les lois et les règlements.
- 2° Les missions d'appui, d'accompagnement, de mise en relation et de conseil auprès des créateurs et repreneurs d'entreprises et des entreprises, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de droit de la concurrence.
- 3° Une mission d'appui et de conseil pour le développement international des entreprises et l'exportation de leur production, en partenariat avec Business France.
- 4° Une mission en faveur de la formation professionnelle initiale ou continue grâce, notamment, aux établissements publics et privés d'enseignement qu'il crée, gère ou finance.
- 5° Une mission de création et de gestion d'équipements, en particulier portuaires et aéroportuaires.
- 6° Les missions de nature concurrentielle qui lui ont été confiées par une personne publique ou qui s'avèrent directement utiles pour l'accomplissement de ses autres missions.
- 7° Toute mission d'expertise, de consultation ou toute étude demandée par les pouvoirs publics sur une question relevant de l'industrie, du commerce, des services, du développement économique, de la formation professionnelle ou de l'aménagement du territoire, sans préjudice des travaux dont il pourrait prendre l'initiative.

Pour répondre aux grands enjeux économiques, les CCI ont vocation à apporter aux entreprises l'accompagnement dont elles ont besoin pour assurer leur création et leur développement. Elles relayent et soutiennent les politiques publiques destinées à promouvoir la croissance et l'emploi dans les territoires. Elles agissent également en tant que force de proposition dans le domaine économique. Elles mènent des actions de formation initiale (dont l'apprentissage) et continue et gèrent des équipements.

Les CCI collaborent avec toutes les collectivités territoriales en fonction de leurs compétences et ambition à l'égard des entreprises. Elles interviennent en cohérence avec les lois NOTRe et MAPTAM qui ont fait évoluer la répartition des compétences entre elles en matière de développement économique, et avec la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises). Ces lois ouvrent des possibilités nouvelles de collaborations et de partenariats entre les CCI et les collectivités territoriales.

L'action des CCI est encadrée par les modalités de la contractualisation entre l'Etat et le réseau des CCI, telles que définies dans la loi PACTE. Cette contractualisation nationale appelée COP (Contrat d'Objectif et de Performance) est déclinée en région au travers un COM (Contrat d'Objectifs et de Moyens) sur la période 2023 à 2027.

Les missions et fonctions des CCIR et CCIT sont reprises aux articles L 710-1 et suivants du code de commerce (loi n°2010-853 du 23 juillet 2010). Les décrets n°2010-1463 du 1<sup>er</sup> décembre 2010 n°2016-1894 du 27 décembre 2016 et n°2019-1317 du 9 décembre 2019 complètent l'articulation administrative du réseau.

## Article 2 : Les règles budgétaires et comptables applicables aux CCI

L'article L711-16-2° du code de commerce confère à CCI France la responsabilité de proposer et d'adopter des normes d'intervention du réseau et de s'assurer du respect de ces normes. De plus, l'article R711-55-1 de ce même code précise à son paragraphe 3° que « les normes d'intervention élaborées par CCI France en application du 2° de l'article L711-16 concernent les conditions et les modalités communes d'organisation et de fonctionnement des établissements du réseau, et notamment le règlement intérieur des établissements publics du réseau prévu à l'article R. 711-68 ainsi que **le cadre d'Organisation Budgétaire, Comptable et Financière (cadre nommé OBCF)** du réseau des chambres de commerce et d'industrie ». (Cf. document en annexe).

Elles s'imposent au réseau consulaire depuis l'approbation par le ministère de l'économie le 14/11/2022.

Par ailleurs, les CCI sont tenues d'appliquer le code de la commande publique. Les candidats devront tenir compte de l'existence de ces dispositifs pour leur offre.

Obligation leur est faite d'intervenir dans les délais permettant à la CCI de répondre aux contraintes des calendriers fiscaux et de la réglementation tutélaire obligeant un vote par l'assemblée générale des comptes exécutés de l'année, avant le 31 mai de l'année suivante pour les comptes exécutés des CCIT / CCIR.

Les candidats noteront également l'obligation faite à CCI Centre-Val de Loire de présenter des comptes combinés intégrant notamment l'ensemble des CCIT de la région. Ces comptes devront être approuvés par l'assemblée générale de CCI Centre-Val de Loire avant le 31 juillet de l'année suivante.

Chaque CCI est dotée de la personnalité morale et d'une autonomie financière.

Pour mémoire, la date de clôture des comptes annuels est le 31 décembre.

## Article 3 : Autres éléments

Les CCI ont principalement des missions à caractère administratif ; elles peuvent par ailleurs accomplir des activités de nature industrielle et commerciale. Il en résulte la nécessité de pouvoir distinguer ces activités selon qu'elles relèvent du secteur marchand ou non, tant au regard de la TVA que de l'impôt sur les sociétés.

La loi du 23 juillet 2010 a modifié la structuration budgétaire de CCI Centre-Val de Loire et des CCIT :

- Au niveau du financement par la ressource fiscale (TCCI) :

Depuis 2011, la CCI Centre-Val de Loire perçoit l'intégralité de la TCCI au titre des chambres de commerce et d'industrie de la région Centre-Val de Loire. Elle reverse une quote-part de cette ressource aux 6 chambres de commerce et d'industrie départementales (CCIT), selon une répartition votée dans son assemblée générale.

- Au niveau du personnel :

CCI Centre-Val de Loire est devenue le 01/01/2013, l'employeur unique des salariés des chambres de commerce et d'industrie de la région Centre-Val de Loire (*CCI Centre-Val de Loire + 6 CCIT*).

Dans ce cadre, et afin que les CCIT puissent fonctionner, le personnel a été remis à disposition par CCI Centre-Val de Loire, aux CCIT.

Les payes et la comptabilité correspondante sont élaborées et comptabilisées exclusivement dans les comptes de CCI Centre-Val de Loire. Une contribution financière est appelée auprès des CCIT permettant de financer les salariés remis à disposition des CCIT. L'élaboration de la paye est effectuée à la CCIR sur un logiciel (HR Access) géré nationalement.

La tenue de la comptabilité des CCI de la région Centre-Val de Loire est réalisée sur un logiciel identique Linéa-finance du groupe SIGMA pour les 7 entités. Les comptes combinés sont réalisés sur le logiciel Opéra de la société AMELKIS.

#### **Article 4 : Compétence et indépendance du candidat**

Le candidat atteste que les associés signataires sont inscrits en qualité d'experts comptables et de commissaires aux comptes.

Il prend l'engagement de respecter l'ensemble des conditions destinées à assurer son indépendance, telle qu'énoncées dans la circulaire n°2374 du 25 août 1995, en application des articles 220 et 221 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

Il doit attester, que ni le Président, ni le Trésorier de la CCI ne sont associés, administrateurs ou dirigeants de son cabinet. Il s'engage à ce qu'aucun des associés de leurs cabinets ne devienne membre du Bureau, de la commission des finances ou de la commission des marchés de la CCI dans un délai de cinq années suivant la cessation de ses fonctions de commissaire aux comptes. De même, pendant cette même période, aucun des associés du cabinet ne pourra exercer une activité salariée au sein d'une des CCI de la région Centre-Val de Loire.

Le cabinet atteste également que conformément au décret n°2005-1412 du 16 novembre 2005, il n'a pas établi ou fourni, dans les deux ans qui précèdent, des évaluations comptables, financières ou prévisionnelles ou, dans le même délai, n'a pas élaboré des montages financiers sur les effets desquels il serait amené à porter une appréciation dans le cadre de sa mission.

#### **Article 5 : Fin des missions actuelles**

Les missions des commissaires aux comptes actuels des CCI de la région Centre-Val de Loire (6 CCIT et CCIR) s'arrêteront à l'issue des assemblées générales d'approbation des comptes exécutés 2025 qui statueront sur ce sujet avant le 31 mai 2026 (31 juillet 2025 pour les comptes combinés).

# LOT 1 – CCI Centre-Val de Loire

## Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI Centre-Val de Loire

### 1.1 Organisation générale :

CCI Centre-Val de Loire est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 50 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 12 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de CCI Centre-Val de Loire, qui comptent environ 44 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Important : La CCI Centre est devenue le 01/01/2013, l'employeur unique des salariés des chambres de commerce et d'Industrie de la région Centre-Val de Loire (CCI Centre-Val de Loire + 6 CCIT).

Afin que les CCIT puissent fonctionner, l'ensemble du personnel leur a été remis à disposition par CCI Centre-Val de Loire, exception faite des agents assurant les missions propres de la CCIR Centre (44 personnes).

Une contribution financière est appelée auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition des CCIT.

### 1.2 Secteurs d'activité :

Un seul secteur d'activité compose le budget de CCI Centre-Val de Loire. Ce secteur comprend :

- Service général (Direction général et fonctions supports régionalisées)
- Services conseils

### 1.3 Les services financiers et paye/ressources humaines :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est placée sous l'autorité du directeur financier régional. Elle est composée d'un responsable financier et d'un comptable. Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT / 1 CCIR). L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

En revanche, CCI Centre -Val de Loire est accompagné par un cabinet d'expert-comptable spécialisé en consolidation pour la réalisation des comptes combinés.

La paie, y compris celle des personnels vacataires, est désormais assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par les 6 CCIT. Le service ressources humaines/paye est composé de 6 personnes évoluant également dans un service mutualisé régional.

CCI Centre-Val de Loire dispose pour ces besoins propres de 2 personnes au service comptable et de 6 personnes au service ressources humaines/paye.

#### 1.4 Quelques chiffres et données financières pour CCI Centre-Val de Loire :

##### **Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 13 511 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 38 561 K€
  - Produits d'exploitation : 37 888 K€
    - dont ressources fiscales : 16 210 K€ (dont ressources fiscales versées aux CCIT CVDL : 12 204 k€)
    - dont ressources publiques et subventions : 944 K€
    - dont C.A. : 198 K€
    - dont financement masse salariale CCIT/CIMI : 19 316 k€
  - Produits financiers : 97 K€
  - Produits exceptionnels : 576 K€ (dont masse salariale des salariés remis à disposition des CCIT : 511 K€)
- Charges de l'exercice 2024 : 38 673 K€
  - Charges d'exploitation : 37 821 K€
    - dont ressources fiscales versées aux CCIT : 12 204 K€
    - dont salaires et charges sociales : 22 551 K€ (dont masse salariale des salariés remis à disposition des CCIT : 19 316 K€)
    - dont dotations aux amortissements : 40 K€
  - Charges financières : /
  - Charges exceptionnelles : 829 K€ (dont masse salariale des salariés remis à disposition des CCIT : 511 K€)
- Résultat de l'exercice : - 111 K€
- IS : 23 k€
- Répartition des charges 2024 par services budgétaires (hors contributions entre services)
  - Service Général : 38 673 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Nombre de lignes d'écritures comptables : environ 25 000 / an
- Nombre de factures clients : environ : 700 / an
- Nombre de contributions au financement masse salariale par les CCIT : 420 / an
- Nombre de factures fournisseurs : environ : 800 / an

##### **Volume « d'activité paye » :**

En 2024, CCI Centre-Val de Loire a élaboré env. 5 000 bulletins de salaires. La comptabilité correspondante est inscrite dans les comptes de la CCI Centre-Val de Loire.

## PRESENTATION GENERALE DU PERIMETRE DE COMBINAISON DE CCI CENTRE-VAL DE LOIRE :

Le périmètre de combinaison présenté ci-après est celui des comptes combinés de l'année 2024.

Désignation	Forme juridique	Domaine d'activité	Méthode de combinaison	Bilan en k€	Compte de résultat en k€	Audits légaux ou contractuels
CCI CVDL	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	13 511	38 673	ORCOM/KPMG
CCIT 18	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	15 635	9 282	ORCOM
CCIT 28	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	17 682	7 252	ORCOM
CCIT 36	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	24 477	11 769	ORCOM
CCIT 37	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	13 403	4 898	ORCOM
CCIT 41	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	17 078	4 864	ORCOM
CCIT 45	EPA	Etablissement consulaire	Intégrat. globale	38 837	9 927	ORCOM
CFA CCI-CMA du Cher	Association	Formation	Intégrat. proportionnelle	12 667	8 126	Compta France
Indre Financement	Association	Prêts avances à créateurs	Intégrat. globale	2 641	95	ADL Audit Conseil
Louis Mallet	Association	Gestion de locaux	Intégrat. globale	751	540	-
CIMI-CIFOP	Association	Formation	Intégrat. globale	3 570	3 942	Xavier Laffont (CAC)
O Maillard	Association	Gestion et exploitation d'un RIE	Intégrat. globale	24	76	-
FIDEC	Association	Prêts avances entreprises à potentiel	Intégrat. globale	1 123	219	KPMG
Cité des Entrepreneurs	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	6 650	165	ORCOM
SCIMMO	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	867	25	-
Ecopôle Avoine	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	1 251	792	COGEP
Equatop 1	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	3 459	2 512	COGEP
Equatop 2	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	2 392	340	COGEP
TCA	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	1 182	711	COGEP
Actinovis	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	3 138	416	ORCOM
Chantemelles	SCI	Gestion de locaux	Intégrat. globale	3 011	84	ORCOM
Persea	SAS	Gestion de locaux	Intégrat. proportionnelle	9 676	12	Grant Thornton
Food Val de Loire	SAS	Gestion de locaux	Intégrat. globale	5 324	230	Logex Centre Val de Loire
total				198 349	104 950	

Les chiffres clés des comptes combinés 2024 :

Nombre d'entités : 23 entités

Effectif moyen : 398 ETP

Total bilan : 99 135 k€

Total du compte de résultat : 64 773 k€

Important : CCI Centre -Val de Loire est accompagné par un cabinet d'expert-comptable pour réaliser l'élaboration des comptes combinés.

### Article 2 : Descriptif de la mission

Pour chaque exercice budgétaire :

- Certification des comptes de CCI Centre-Val de Loire :

Les commissaires aux comptes certifient les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Ils établissent un rapport exprimant leur opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Les commissaires aux comptes participeront à la commission des finances examinant les comptes annuels et présenteront leur rapport à l'assemblée générale.



➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Les commissaires aux comptes pourront être sollicités pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Les commissaires aux comptes doivent, lorsqu'ils estiment que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, les commissaires aux comptes alertent l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

➤ Certification des comptes combinés de CCI Centre-Val de Loire :

Les commissaires aux comptes certifient les comptes combinés annuels (bilan combiné, compte de résultat combiné, annexe combinée, tableau de variation des fonds propres combinés).

Ils établissent un rapport exprimant leur opinion sur les comptes annuels combinés selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Les commissaires aux comptes participeront à la commission des finances examinant les comptes annuels combinés et présenteront leur rapport à l'assemblée générale.

Enfin, les commissaires aux comptes n'ont pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, ils n'ont pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).
- le rapport de gestion de l'ensemble combiné

Les commissaires aux comptes devront être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N de CCI Centre-Val de Loire, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N+1 (comptes sociaux) et le 15 mai N+1, pour les comptes combinés.

**Important:**

**Les commissaires aux comptes exerceront leur mission conjointement et seront responsables solidairement de la certification des comptes de CCI Centre-Val de Loire et des comptes combinés. Les travaux d'audit seront répartis par les deux commissaires aux comptes eux-mêmes.**

**La proposition de chaque commissaire aux comptes, en réponse à ce lot 1, devra être formulée pour l'ensemble du collège des commissaires aux comptes (temps et honoraires). Toutefois, chacun des commissaires aux comptes sera retenue sur la base d'une répartition équilibrée à hauteur 50% de son offre (temps et honoraires).**

**L'offre de l'ensemble du collège des commissaires aux comptes (temps et honoraire), ainsi que la répartition à 50% devra apparaître sur le Bordereaux de Prix Unitaire (BPU).**

## LOT 2 – CCI du Cher

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI du Cher

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT du Cher est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 22 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des 22 élus en fonction au 25/10/2025 en annexe),
- Un bureau composé de 7 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT du Cher, qui comptent environ 60 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT du Cher. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT du Cher exerce ses activités sur 2 sites :

- Son siège, 14 Allée Charles Pathé Bourges
- Son campus, 8/10 rue Maurice Marest à Bourges

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques, ...), la CCIT du Cher a développé une activité dans le domaine de l'enseignement supérieur au travers de 2 écoles, le CFSA Hubert CURIEN et l'ESTACOM. Ces enseignements, de niveau Bac + 3 à Bac + 5 (Bachelors, diplômes de niveau 7, dont ingénieurs), sont conduits quasi exclusivement dans le cadre de cursus en apprentissage. Le CFA Supérieur, qui accueille ces formations et qui compte près de 450 apprenants, n'a pas de personnalité juridique distincte et est par conséquent un service géré de la CCI du Cher.

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT du Cher recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service général » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats et marchés publics, ...)
  - Le pôle « entrepreneurs » qui a pour mission principale l'appui aux entreprises, notamment dans les domaines suivants : formalités, création et reprise d'entreprises, développement international, innovation, développement durable, réseaux d'entreprises, développement commercial et financement, emploi et compétences.

Les missions d'appui aux territoires et de représentation des entreprises auprès des pouvoirs publics lui sont également rattachées.

- Le « Service formation » :
  - L'activité d'enseignement supérieur menée au sein du campus de la CCI (CF supra),
  - Une activité de formation continue dans les domaines suivants :
    - Centre d'étude des langues (CEL) à destination des professionnels,

- Cycle de formation des créateurs et repreneurs d'entreprises,
- Formations tertiaires à destination des entreprises.

#### 1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable financier, d'une comptable qualifiée et d'une assistante comptable. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT du Cher.

#### 1.5 Quelques chiffres et données financières (en K€) :

##### **Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 15 635 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 9 282 K€
  - Produits d'exploitation : 7 151 K€  
dont ressources fiscales : 1 608 K€  
dont ressources publique et subventions : 3 943 K€  
dont C.A. : 5 398 K€ (dont enseignement facturation OPCO : 3 943 K€)
  - Produits financiers : 148 K€
  - Produits exceptionnels : 1 984 K€
- Charges de l'exercice 2024 : 9 248 K€
  - Charges d'exploitation : 8 005 K€  
dont salaires et charges sociales : 3 331 K€ (financement MAD des salariés de CCI Centre-Val de Loire)  
dont dotation aux amortissements : 341 K€  
dont dotation aux provisions : 75 K€
  - Charges financières : 3 K€
  - Charges exceptionnelles : 1 231 K€
- Résultat de l'exercice : (+) 34 K€
- Répartition des charges 2024 par services budgétaires (hors contributions entre services) :
  - Service Général 4 123 K€
  - Service Formation 5 563 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Nombre lignes d'écritures comptables : environ 28 000 /an
- Nombre de factures client : environ 2 600 /an
- Nombre de factures fournisseurs : environ 1 500 /an

## Article 2 : Descriptif de la mission

Pour chaque exercice budgétaire :

➤ Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

**Important : Le périmètre de la mission s'étend aussi à la certification des comptes annuels du CFA (section analytique incluse dans les comptes de la CCI) conformément à la législation en vigueur sur les CFA.**

➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales);
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1.

## LOT 3 – CCI de l'Eure-et-Loir

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI de l'Eure-et-Loir

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT de l'Eure-et-Loir est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 26 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 7 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT de l'Eure-et-Loir, qui comptent environ 50 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT de l'Eure-et-Loir. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT de l'Eure-et-Loir exerce ses activités sur 3 sites :

- Siège social à Chartres, avenue Marcel Proust
- Campus à Chartres, avenue Marcel Proust
- La Résidence à Chartres, avenue Marcel Proust

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques, ...), la CCIT Eure-et-Loir a développé des activités dans les domaines de la formation (CFA Campus CCI Eure-et-Loir, formation continue, filières de formation), de l'innovation (Centre Européen d'Entreprise et d'Innovation – The Place), et de l'hébergement d'alternants et de salariés en mobilité ou en formation (La Résidence).

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT de l'Eure-et-Loir recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service général » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats, ...)
  - Equipements gérés : CEEI pour la partie louée à des entreprises, bureaux en location au Siège.
  - Services d'appui aux entreprises » (réseau d'entreprises, création - reprise, commerce industrie, innovation, ...)
  - Service des formalités (CFE, formalités export, carte d'agent immobilier, ...)
  - Service d'études (aménagement du territoire, urbanisme, études, ...).
- Le « Service formation » (enseignement-formation) :
  - Formation continue (plus d'une centaine de formations proposées)
  - Filière Bac+2, filière Bac+3, filière Bac+4 et 5, filière numérique (357 alternants dont une soixantaine dans la filière numérique)
- Le « Service Autres Infrastructures » (La Résidence) : locatif

#### 1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable administration, finances, comptabilité et d'un comptable. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT de l'Eure-et-Loir.

#### 1.5 Quelques chiffres et données financières :

##### **Comptes exécutés 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 17 682 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 7 200 K€
  - Produits d'exploitation 7 080 K€
    - dont ressources fiscales : 1 754 K€
    - dont ressources publiques et subventions : 3 136 K€
    - dont C.A. : 2 041 K€
    - dont reprises sur provisions : 97 k€
  - Produits financiers 42 K€
  - Produits exceptionnels : 78 K€
- Charges de l'exercice 2024 : 7 252 K€
  - Charges d'exploitation : 7 151 K€
    - dont salaires et charges sociales : 3 160 K€ (financement MAD des salariés de CCI Centre-Val de Loire)
    - dont dotations aux amortissements : 735 K€
    - dont dotations aux provisions : 14 K€
  - Charges financières : 45 K€
  - Charges exceptionnelles : 56 K€
- Résultat de l'exercice : - 53 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Nombre de lignes d'écritures comptables : environ 85 190 /an
- Nombre de factures client : environ 4 750 /an
- Nombre de factures fournisseurs : environ 3 000 /an

## Article 2 : Descriptif de la mission

Pour chaque exercice budgétaire :

➤ Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

**Important : Le périmètre de la mission s'étend aussi à la certification des comptes annuels du CFA (section analytique incluse dans les comptes de la CCI) conformément à la législation en vigueur sur les CFA.**

➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1.

## LOT 4 – CCI de l'Indre

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI de l'Indre

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT de l'Indre est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 30 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 7 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT de l'Indre, qui comptent environ 65 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT de l'Indre. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT de l'Indre exerce ses activités sur 5 sites :

- Siège 24 Place Gambetta Châteauroux
- Formation continue place St Cyran Châteauroux
- CFSA \* site campus Balsan Châteauroux
- Formation ETIC+CFSA+FC 6 rue Anne de Bretagne à Blois
- Locations immobilières-site Zone Aéroportuaire et Buxerieux de Châteauroux

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques, ...), la CCIT de l'Indre a développé de nombreuses activités formation : CFSA-école d'ingénieurs, école de design, formation initiale, formation continue, immobilier d'entreprise.

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT de l'Indre recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service général » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats, ...)
  - Gestion de l'immobilier d'entreprises
  - Services d'appui aux entreprises » (réseau d'entreprises, création - reprise, commerce industrie, innovation, ...)
  - Service des formalités (CFE, formalités export, carte d'agent immobilier, ...)
  - Service d'études (aménagement du territoire, urbanisme, études, ...).
- Le « Service formation » (enseignement-formation) :
  - Formation continue : 2 500 personnes formées/an
  - CFSA : 430 apprentis pour 7 filières et 9 diplômes
  - Formations diplômantes : 320 étudiants et stagiaires sur 13 formations
  - Ecole : 100 étudiants pour deux diplômes sur 2 filières



- Le « Service Autres Infrastructures » (ex-service « Divers ») : Locations d'entrepôts et locaux à usage de bureaux sur la zone aéroportuaire de Châteauroux-Déols pour une vingtaine d'entreprises ou structures

#### 1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable financier et de deux comptables. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT de l'Indre.

#### 1.5 Quelques chiffres et données financières :

##### **Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 24 477 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 11 643 K€
  - Produits d'exploitation : 10 587 K€
    - dont ressources fiscales : 1 300 K€
    - dont ressources publiques et subventions : 6 168 K€
    - dont C.A. : 2 566 K€
  - Produits financiers : 250 K€
  - Produits exceptionnels : 806 K€
- Charges de l'exercice 2024 : 11 769 K€
  - Charges d'exploitation : 11 448 K€
    - dont salaires et charges sociales : 3 861 K€ (financement MAD des salariés de CCI Centre-Val de Loire)
    - dont dotations aux amortissements : 1 194 K€
    - dont dotations aux provisions : 248 K€
  - Charges financières : 35 K€
  - Charges exceptionnelles : 220 K€
- Résultat de l'exercice : (-) 126 K€
- Répartition des charges 2024 par services budgétaires (hors contributions entre services) :
  - Service Général 2 425 K€
  - Service Formation 8 772 K€
  - Service Divers 596 K€
  - Service Aménagements 12 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Nombre lignes d'écritures comptables : environ 40 000 /an
- Nombre de factures client : environ 3 900 /an
- Nombre de factures fournisseurs : environ 3 000 /an

## Article 2 : Descriptif de la mission

Pour chaque exercice budgétaire :

➤ Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

**Important : Le périmètre de la mission s'étend aussi à la certification des comptes annuels du CFA (section analytique incluse dans les comptes de la CCI) conformément à la législation en vigueur sur les CFA.**

➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1

## LOT 5 – CCI de Touraine

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI de Touraine

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT de Touraine est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 38 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 9 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT de Touraine, qui comptent environ 48 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT de Touraine. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT de Touraine exerce ses activités sur le site de Tours, 5 allée PINA BAUSCH.

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques, ...), la CCIT de Touraine a développé une activité dans le domaine de l'immobilier d'entreprise avec la gestion de 4 SCI.

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT de Touraine recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service général » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats, ...)
  - Gestion de l'immobilier d'entreprises
  - Services d'appui aux entreprises » (réseau d'entreprises, création - reprise, commerce industrie, innovation, ...)
  - Service des formalités (CFE, formalités export, carte d'agent immobilier, ...)
  - Service d'études (aménagement du territoire, urbanisme, études, ...).
- Le « Service Autres Infrastructures » : locatif

#### 1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable financier et d'un comptable. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT de Touraine.

#### 1.5 Quelques chiffres et données financières :

##### **Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 13 403 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 4 884 K€
  - Produits d'exploitation 4 640 K€
    - dont ressources fiscales : 2 662 K€
    - dont ressources publique et subventions : 835 K€
    - dont C.A. : 993 K€
  - Produits financiers : 223 K€
  - Produits exceptionnels : 21 K€
- Charges de l'exercice 2024 : 4 898 K€
  - Charges d'exploitation : 4 716 K€
    - dont salaires et charges sociales : 3 173 K€ (financement MAD des salariés de CCI Centre-Val de Loire)
    - dont dotation aux amortissements : 29 K€
    - dont dotation aux provisions : 42 K€
  - Charges financières : 48 K€
  - Charges exceptionnelles : 81 K€
- Résultat de l'exercice : -14 K€
- Répartition des charges 2024 par services budgétaires (hors contributions entre services) :
  - Service Général 4 898 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Nombre lignes d'écritures comptables : environ 67 000 /an
- Nombre de factures client : environ 2 000 /an
- Nombre de factures fournisseurs : environ 1 300 /an

## **Article 2 : Descriptif de la mission**

Pour chaque exercice budgétaire :

- Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

- Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Sur demande de la CCI, le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1.

## LOT 6 – CCI du Loir-et-Cher

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI du Loir-et-Cher

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT du Loir-et-Cher est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 23 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 6 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT du Loir-et-Cher, qui comptent environ 27 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT du Loir-et-Cher. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT du Loir-et-Cher exerce ses activités sur 2 sites :

- La Maison des Entreprises à Blois
- Le cluster Food Val de Loire à Contres

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques, ...), la CCIT de Loir-et-Cher a développé une activité dans le domaine de l'aménagement de zones d'activité.

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT du Loir-et-Cher recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service général » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats, ...)
  - Gestion de l'immobilier d'entreprises
  - Services d'appui aux entreprises » (réseau d'entreprises, création - reprise, commerce industrie, innovation, ...)
  - Service des formalités (CFE, formalités export, carte d'agent immobilier, ...)
  - Service d'études (aménagement du territoire, urbanisme, études, ...).
- Le « Service Aménagement » :
  - La gestion du service aménagement
  - En ensemble de zones industrielles
- Le « Service Autres infrastructures » :
  - La gestion de la location immobilière de 4 bâtiments

#### 1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable financier et d'un comptable. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est effectué sans recours à un expert-comptable ou prestataire extérieur.

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT du Loir-et-Cher.

#### 1.5 Quelques chiffres et données financières :

##### **Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 17 078 K€
- Produits de l'exercice 2024 : 4 864 K€
  - Produits d'exploitation : 4 701 K€
    - dont ressources fiscales : 1 534 K€
    - dont ressources publique et subventions : 260 K€
    - dont C.A. : 2 589 K€
  - Produits financiers : 146 K€
  - Produits exceptionnels : 17 K€
- Charges de l'exercice 2024 : 4 718 K€
  - Charges d'exploitation : 4 225 K€
    - dont salaires et charges sociales : 1 910 K€ (financement MAD des salariés de CCI Centre-Val de Loire)
    - dont dotation aux amortissements : 349 K€
    - dont dotation aux provisions : 127 K€
  - Charges financières : 3 K€
  - Charges exceptionnelles : 356 K€
- Résultat de l'exercice : +146 K€
- Répartition des charges 2024 par services budgétaires (hors contributions entre services) :
  - Service Général : 3 948 K€
  - Service Aménagement : 770 K€

##### **Volume « d'activité comptable » :**

- Volume « d'activité comptable » :
  - Nombre lignes d'écritures comptables : environ 40 000 /an
  - Nombre de factures client : environ 2 400 /an
  - Nombre de factures fournisseurs : environ 1 000 /an

## **Article 2 : Descriptif de la mission**

Pour chaque exercice budgétaire :

- Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Sur demande de la CCI, le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1.



## LOT 7 – CCI du Loiret

### Article 1<sup>er</sup> : Présentation générale de la CCI du Loiret

#### 1.1 Organisation générale :

La CCIT du Loiret est administrée par :

- Une assemblée générale (instance délibérante) composée de 30 membres titulaires élus ayant voix délibérative (cf. liste des élus en annexe),
- Un bureau composé de 10 membres élus par les membres titulaires.
- Les services de la CCIT du Loiret, qui comptent environ 55 collaborateurs permanents, mettent en œuvre la politique et les actions définies par l'assemblée générale et le bureau de la chambre, sous l'autorité du président et, par délégation, sous celle du directeur général.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les agents sont salariés de CCI Centre-Val de Loire et mis à disposition de la CCIT du Loiret. Une contribution financière est appelée par CCI Centre-Val de Loire auprès des CCIT permettant de financer les personnes remis à disposition.

La CCIT du Loiret exerce ses activités sur 3 sites :

- Le siège : Citévolia, 1 Place Rivierre-Casalis à Fleury-les-Aubrais, siège
- L'agence de Montargis : 61 rue André Coquillet
- L'agence de Pithiviers : 1 bis Faubourg d'Orléans

#### 1.2 Principales activités :

En plus des actions traditionnelles des CCI en faveur du développement économique (appui aux entreprises, accompagnement des créateurs et repreneurs, actions en faveur du développement territorial en relation avec les collectivités, formation continue, ...) et de ses missions régaliennes (centre de formalités, fichier des entreprises, formalités à l'export, avis rendus aux autorités publiques,...), la CCIT du Loiret a développé une activité dans le domaine de l'immobilier d'entreprise (locations de terrains et de bureaux générant des loyers de plus de 2 500 k€ HT (budget prévisionnel 2026).

Enfin elle gère la fin de l'activité d'aménagement de zones d'activité avec un ou deux terrains restant à commercialiser.

#### 1.3 Secteurs d'activité :

Conformément au découpage prévu par les textes, les « services budgétaires » de la CCIT du Loiret recouvrent les activités ou services suivants :

- Le « Service appui et représentation des entreprises et des territoires » :
  - L'assemblée consulaire, la direction générale et la communication institutionnelle,
  - L'administration générale » (moyens généraux, service comptable et financier, achats, ...)
  - Services d'appui aux entreprises » (réseau d'entreprises, création - reprise, commerce industrie, innovation, ...)
  - Agences locales de Montargis et Pithiviers
  - Service des formalités (CFE, formalités export, carte d'agent immobilier, ...)
  - Service d'études (aménagement du territoire, études, ...).
- Le « Service formation / emploi » :
  - Formation continue ((principales formations : formation à la création/reprise d'entreprises, hygiène-sécurité, agents immobiliers) (270 k€ de chiffre d'affaires en 2024)
  - Découverte – orientation professionnelle (notamment organisation des Nuits de l'Orientation, financées par de la taxe d'apprentissage)

➤ Le "Service Autres infrastructures" :

- Gestion de l'immobilier d'entreprises (activité de location de bureaux et de locaux d'activité)
- Location de terrains (baux emphytéotiques)
- Aménagements de zones d'activité terminés, quelques terrains restant à vendre

1.4 Les services administratifs et financiers :

L'équipe comptable en charge du traitement de l'ensemble du dossier est composée d'un responsable financier et d'un comptable. L'établissement des comptes annuels, des états budgétaires et des différentes déclarations fiscales est actuellement effectué **avec le recours à un expert-comptable.**

Cette équipe évolue dans la cadre d'un service financier mutualisé au niveau régional pour l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie (6 CCIT/1 CCIR).

La paie est assurée par CCI Centre-Val de Loire en tant qu'employeur, mais à partir des éléments variables transmis par la CCIT du Loiret.

1.5 Quelques chiffres et données financières :

**Budget exécuté 2024 :**

- Total Bilan au 31/12/2024 : 38 837 k€
- Produits de l'exercice 2024 : 9 927 k€
  - Produits d'exploitation 7 487 k€
    - dont C.A. : 3 090 K€
    - dont ressources fiscales : 3 347 k€ (avant vote Loi de Finances 2026)
    - dont ressources publique et subventions : 313 K€
  - Produits financiers : 361 K€
  - Produits exceptionnels : 2 080 k€
- Charges de l'exercice 2024 : 8 567 K€
  - Charges d'exploitation : 7 582 K€
    - dont frais de personnel : 3 443 K€ (mise à disposition des salariés par CCI Centre-Val de Loire unique employeur dans la région)
    - dont impôts, taxes et versements assimilés : 533 K€
    - dont dotation aux amortissements : 1 195 K€
  - Charges financières : 19 k€
  - Charges exceptionnelles : 837 k€
  - Impôts sur les Sociétés : 128 K€
- Résultat de l'exercice : 1 360 K€

**Volume « d'activité comptable » d'après exercice 2024 :**

- Nombre de pièces comptables : environ 8 200 /an
- Nombre de factures client : environ 3 000 /an
- Nombre de factures fournisseurs : environ 1 500 /an

## Article 2 : Descriptif de la mission

Pour chaque exercice budgétaire :

➤ Certification des comptes :

Le commissaire aux comptes certifie les comptes annuels de l'établissement (bilan, compte de résultat, annexe).

Il établit un rapport exprimant son opinion sur les comptes annuels, en application des dispositions de l'article L 823-9 du code de commerce et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Le commissaire aux comptes participera à la commission des finances examinant les comptes annuels et présentera son rapport à l'assemblée générale.

➤ Attestation pour des tiers financeurs (subventions) :

Le commissaire aux comptes pourra être sollicité pour attester la véracité des dépenses engagées dans le cadre d'opérations spécifiques à concurrence de 2 attestations par an. (Exemple : dépenses affectées à une opération financée par subvention)

➤ Devoirs d'alerte :

Le commissaire aux comptes doit, lorsqu'il estime que la continuité de l'activité de l'établissement est gravement menacée, appliquer les dispositions relatives à la mise en œuvre de la procédure d'alerte prévues à l'article L 234-2 du code de commerce. Dans le cadre de l'application de cet article, le commissaire aux comptes alerte l'autorité de tutelle, celle-ci intervenant en lieu et place du président du tribunal de commerce.

Enfin, le commissaire aux comptes n'a pas à établir les rapports spécifiques prévus pour les sociétés commerciales.

En particulier, il n'a pas à établir :

- le rapport relatif à la procédure des conventions réglementées (prévu pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport prévu à l'article L 441-6 du code de commerce sur les délais de paiement (dans la mesure où les établissements du réseau sont soumis au code des marchés publics) ;
- l'attestation concernant un état des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées (prévue pour les sociétés commerciales) ;
- le rapport afférant au rapport sur le contrôle interne (prévu pour les sociétés cotées).

Le commissaire aux comptes devra être en mesure sur les comptes exécutés de l'année N, d'effectuer les audits finaux avant le 15 avril N + 1.

## Annexe 1 : MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI CVDL EN FONCTION AU 25/10/2025

CCIT origine	Prénom	Nom	Membre du bureau	Entreprise
18	Anthony	LAUDAT		LAUDAT SARL
18	Nathalie	GAUTHIER		MERRAIN CAMILLE GAUTHIER
18	Nicolas	DUMAS		EURO ENVIRONNEMENT SERVICES
18	Olivier	FERAUD		FERAUD OLLIVIER
18	Rozenn	GERBAULT		INTERSPORT
18	<b>Serge</b>	<b>RICHARD</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>CENTRE DE RECHERCHES BIOLOGIQUES</b>
28	Eric	CHEVEE		SOFIECO
28	Nicolas	GUILLEMET		PCM HABILCLASS
28	Chantal	LEFRANCOIS		TRANSLOCAUTO
28	Armelle	MARECHAL-GUICHARD		USIMAT SERMEES
28	Carole	FERRIER		INH
28	<b>Pascal</b>	<b>RICHEZ</b>	<b>Secrétaire</b>	<b>LES TERRES FORTES (INTERMARCHE)</b>
28	<b>Bruno</b>	<b>ROCQUAIN</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>SERVICE ET NEGOCE DU LOREAU</b>
36	Jérôme	GERNAIS		MAINTENANCE INDUSTRIELLE
36	Astrid	LOUIS		LA POSTE
36	Sophie	MONESTIER		MONESTIER SOPHIE
36	<b>Jacky</b>	<b>THOONSEN</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>THOONSEN INTERNATIONAL</b>
37	Christian	BRAULT		DES REGIONS ET DES VINS
37	Marie-Cécile	CHEREAU-MARTIN		IM. VALORIS
37	Catherine	de COLBERT		CARTONNERIE OUDIN
37	Christophe	GALLAND		GALLAND TERROIRS
37	<b>Thierry</b>	<b>GUILLIEN</b>	<b>Secrétaire-adjoint</b>	<b>STE METALLURGIQUE LIOTARD FRERES</b>
37	<b>Laurence</b>	<b>HERVE</b>	<b>Trésorière</b>	<b>GUARD'S FORMATION</b>
37	Frédéric	KUNTZMANN		MY SERIOUS GAME
37	Michel	LESTREZ		VALEURS CULINAIRES
37	<b>Philippe</b>	<b>ROUSSY</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>ETABLISSEMENTS FREHEL</b>
37	Benoît	ROY		AUDILAB
37	Gérard	VINCENT		BGV GITES
37	Stéphane	VUAILLAT		CHIEN D'OR DESIGN
41	<b>Marie-Noëlle</b>	<b>AMIOT</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>THIOLAT</b>
41	Sabine	FERRAND		SARL FERRAND
41	Anne	HERVET		ADH PAYSAGES
41	Coralie	LE GAL		ALPHA SERVICES
41	Jocelyn	MATHIEU		
41	<b>Claudine</b>	<b>MARTINS DE SOUSA</b>	<b>Membre du bureau</b>	<b>M.C.H.</b>
41	Paul	SEIGNOLLE		SASP ADA BLOIS BASKET
45	Pascal	BOUCHERON		SWIM ORLEANS
45	Nicolas	CHILOFF		COGEMEC
45	Thierry	COMMEYRAS		HONDA France
45	Jean-François	DENIS		TOUTENET
45	<b>Philippe</b>	<b>GOBINET</b>	<b>Vice-Président</b>	<b>PARTNAIRE</b>
45	Jerry	GRAS		PAUL ET JULIETTE
45	Virginie	GUILPAIN		TDC
45	Anthony	HUMBLET		CARREFOUR SARAN
45	Alain	JUMEAU		AJ INVEST
45	Jean-Jacques	LEFEBVRE		AUTO ECOLE MARIEN
45	<b>Jacques</b>	<b>MARTINET</b>	<b>Président</b>	<b>FONCIERE 45</b>
45	Emilie	PEPIN		BIJOUTERIE PEPIN
45	Benoît	REINE		NORMACADRE INTERNATIONAL
45	<b>Aymeric</b>	<b>SEGUIN</b>	<b>Trésorier-adjoint</b>	<b>EUROVIA CENTRE LOIRE</b>

**Annexe 2**  
**MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI DU CHER EN FONCTION AU 25/10/2025**

Nom	Prénom	Membres du Bureau	Entreprise
BARLAND	Alain		AUXILIA CONSEILS 18
BERNARDIN	Marie		MAISON CRAFT
BOURGOIS	Philippe		GERMLINE
BRISSET	Nathalie		B2C COMMUNICATION
CARLOU	Cécile		LOVBRAND
COSENZA	Valérie		SYLCO
DUMAS	Nicolas	Trésorier	EURO ENVIRONNEMENT SERVICES
FERAUD	Olivier	Vice-Président Commerce	FERAUD OLLIVIER
GAUTHIER	Nathalie		MERRAIN CAMILLE GAUTHIER
GERBAULT	Rozenn	Trésorier-adjoint	INTERSPORT
LAUDAT	Anthony	Vice-Président Industrie	LAUDAT SARL
LESAGE	Nicolas		IRIS
MARTIN	Rudy		LA POSTE
MONTAIGNE	Agnès	Secrétaire	SARL CATINAUD
QUENTIN	Cécile	Secrétaire adjointe	CARREFOUR
RAYMACKERS	Anne		SARL ADDIS
RICHARD	Olivier		AMC
RICHARD	Serge	Président	CENTRE DE RECHERCHES BIOLOGIQUES
ROBERT	Caroline		SAS LE SEYEC
SAMSON	Patrick		SAS FLOREBOY/BRICOMARCHÉ
SANCHEZ	Jean-Michel		MECABESS SARL
VERGNIAUD	Julien		JOK'RACE

**Annexe 3**  
**MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI DE L'EURE-ET-LOIR EN FONCTION AU 23/10/2025**

Nom	Prénom	Membres du bureau	Entreprises
BLIN	Jean-Michel		BBS INFORMATIQUE
BOOTZ	Jérôme		SYSTECH
BRAULT	Éric		AGRITRANSPORT
BROUSSEAU	Christophe	Trésorier	ACER FINANCES
CARNIS	Rudy		LE BERGERAC
CHEVÉE	Éric		SOFIECO
CHOUZENOUX	Vincent	Secrétaire	BEGC
COUBELLE	Véronique		L'ADRESSE
FABRE	Olivier		OSSATURE PRODUCTION
FERRIER	Carole		INH
FORTIN-JOUANNET	Nathalie		AU SAINT-PREST
FOURÉ	Sébastien		LA CAVE CHAI ROBERT-DES SAVEURS
GERMAIN	Daniel		HISIF
GUILBAUD	Laurent	Trésorier adjoint	BG 2AI
GUILLEMAN	Florent		AMAZONE SA
GUILLEMET	Nicolas		PCM HABILCLASS
LEFRANCOIS	Chantal	Vice-Présidente Services	TRANSLOCAUTO
MARÉCHAL-GUICHARD	Armelle	Vice-Présidente Industrie	USIMAT SERMEES
NZOUADJEU YOTA	Eugène		FABRICATION MECANIQUE DU CENTRE
ODET	Franck		INFO-MAINTENANCE
RICHARD	Frédéric		TRANSPORTS DAVID ET RICHARD
RICHEZ	Pascal	Secrétaire Principal	LES TERRES FORTES (INTERMARCHÉ)
RIPOCHE	Hervé		RIPOCHE INDUSTRIES
ROCQUAIN	Bruno	Président	SERVICE ET NEGOCE DU LOREAU
TRIBOUILLET-GUYARD	Marie		A. TRIBOUILLET ET CIE
VINSOT	Pierre Édouard		LE BOEUF COURONNE

**Annexe 4**  
**MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI DE L'INDRE EN FONCTION AU 25/10/2025**

Nom	Prénom	Membres du Bureau	Entreprise
AUDEBERT	Antoine		SARL CADOTEL
LOUIS	Astrid		LA POSTE
CHARVOZ	Laurent		ENTREPRISE MARTIN SCOP
BODIN	Christian		SETEC
LOISEAU	Clothilde		CLOTHILDE LOISEAU
BELLOY	Denis		TECHNI-MURS DEVELOPPEMENT
MORIZOT	Emmanuel		INNOV ANALYSIS SYSTEMS
ESCANDE	Philippe		RENAUDAT CENTRE CONSTRUCTIONS SA
BRIGAND	Florence		GROUPE UNISENS
THÉRET	Frédéric		SARL AUTO DIAGNOSTIC
HÉRAULT	Frédéric		HERAULT SERVICES
GUIGNARD	Guillaume		SARL BERRY COUVERTURE
THOONSEN	Jacky	Président	THOONSEN INTERNATIONAL
RUDEAUX	Jean-François		SERVICE FINITION METAUX
OPREA	Adrian		AMANDE ET SAVEURS
GERNAIS	Jérôme		MAINTENANCE INDUSTRIELLE
CATOIRE	Laure		CATOIRE-SEMI
LE DUC	Marianne		CARLANNE BRICOMARCHE
FOURNIER	Marie	Secrétaire	ETABLISSEMENTS A. VILLEMONT
MERLIN	Philippe	Trésorier Adjoint	GABACHIM DECO
ANTOINE	Michel	Trésorier	SOPARMA
DUCROT	Pascal		SARL P. DUCROT
MARTEAU	Philippe		SERENY CONSEIL
DE FARALS	Louis		ETS G. GASNIER SARL
ROLLAND	Laurence	1 <sup>ère</sup> Vice-présidente	RBH INDUSTRIE
CHRISTIN	Romy	Secrétaire	MECAPRO-CENTRE
MONESTIER	Sophie	2 <sup>ème</sup> Vice-présidente	MONESTIER SOPHIE
MOULIN	Sophie		P.M.H. (ABSD AMBULANCES)
DELVALLÉE	Cathie		EURL DELKAT
TERRASSIER	Thierry		COGEP

**Annexe 5**  
**MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI TOURAINE EN FONCTION AU 15/10/2025**

Nom	Prénom	Membres du Bureau	Entreprise
AMIARD	Sylvain		B.V.2.I.
BEAUJARD	Ludovic		RMA
BOUHNİK	Malika		BIZPROPULSION
BOUYER	Gérard		BG SERVICES
BRAULT	Christian		DES REGIONS ET DES VINS
CARRE	Denis	Trésorier adjoint	NILECA
CHEREAU-MARTIN	Marie-Cécile		IM. VALORIS
COFFI	Sophie		SARL TECHNICOPHONE
de COLBERT	Catherine		CARTONNERIE OUDIN
de ROBIEN	Nicolas		TPPL
DELMAS	Pierre-Henri	Membre du Bureau	SAS AMIGOS
FLEURY	Sandrine	2 <sup>ème</sup> vice - Présidente	RBA
GALLAND	Christophe		GALLAND TERROIRS
GUILLIEN	Thierry		STE METALLURGIQUE LIOTARD FRERES
HEDOUX	Alexandre		LA BANQUE POSTALE
HERVE	Laurence		GUARD'S FORMATION
JEUDI	Isabelle		HOTEL DU BON LABOUREUR ET DU CHATEAU
KUNTZMANN	Frédéric		MY SERIOUS GAME
LAFONT	Karine	1 <sup>ère</sup> Vice -Présidente	NATURHOUSE
LAPAQUE	Guillaume		CAVE DE LA DIVE BOUTEILLE
LASSALLE	Pierre-Rémy	Trésorier	WALL STREET ENGLISH
LESTREZ	Michel		VALEURS CULINAIRES
MAGNAN	Fanny		AUX SAVEURS DE THAIS
MORLAND	Ligaya		2L INFOSERVICES
PERRONE	Lionel	Secrétaire	
PIERSON	Grégoire		ROC CONFORTATION
PLISSON	Lucie	Membre du Bureau	LES GENS HEUREUX
PORTE	Jean-François		EDGARD OPTICIENS
POUËSSEL	Stéphane	Membre du bureau	SARL STEPHANE POUESSEL
ROUSSY	Philippe	Président	ETABLISSEMENTS FREHEL
ROY	Benoît		AUDILAB
SUPPLY	Nathalie		CITERNEO
TREGRET	Laure		APTYMA
TRIOREAU	Laurent		LOIRE VALLEY BUSINESS EDUCATION
ULRICH	Anne		UGEST
VINCENT	Gérard		BGV GITES
VUAILLAT	Stéphane		CHIEN D'OR DESIGN
WALLEE	Michaëlle		CHIMIREC-PPM



**Annexe 6**  
**MEMBRES TITULAIRES DE LA CCI DU LOIR-ET-CHER EN FONCTION AU 23/10/2025**

Nom	Prénom	Membres du Bureau	Entreprise
AMIOT	Marie-Noëlle	Présidente	THIOLAT
BAHU	Philippe		NOBA VIENNE
BARBOSA	Claudine	Secrétaire Adjoint	BARBOSA BTP
BATAILLE	Franck		AGITYS
CROSNIER	Sebastien		SASTRE
FAGOT	Philippe	Trésorier Adjoint	LA POSTE
FERRAND	Sabine		SARL FERRAND
FORTIN-JOLY	Valérie		VALERIE FORTIN-JOLY ET CAROLE ROBERT NOTAIRES ASSOCIEES
GAZAL	Vincent		LABO DIABELLE
GRAILLOT	Caroline		BARBAT RECYCLAGE
HERVET	Anne		ADH PAYSAGES
JOLLY	Marie	Vice-Présidente Commerce	VIDOK
LACUBE	Brice	Secrétaire	SERMATEC
LE GAL	Coralie		ALPHA SERVICES
LEMAIRE	Sébastien		COGEPRINT
MAC GUINNESS	Terence William		DIRTY FLOOR
MANTET-GAY	Josy		IDI COMPOSITE
MARTINS DE SOUSA	Claudine	1ere Vice-Présidente Service	M.C.H.
MINIER	Bertrand		MINIER
PAUTOUT	Guillaume		A & G PAUTOUT IMMOBILIER
SEIGNEURET	Clotilde		RESTOBLOIS
SEIGNOLLE	Paul		SASP ADA BLOIS BASKET
THYREAU	Bérengère		ETS THYREAU

**Annexe 7**  
**CCI LOIRET | MEMBRES TITULAIRES EN FONCTION AU 23/10/2025**

<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Membres du Bureau</b>	<b>Entreprise</b>
BOBLIN	Walter		LA POSTE
BOUCHERON	Pascal	1er secrétaire	SWIM ORLEANS
BOURGEOIS	Pierre-Yves	Trésorier	MECAZOIL
CARPIER	Delphine	Membre	TEMPORIS ORLEANS NORD
CATON	Gautier		GROUPE CATON
CHELIOUT	Akila		AURELIANIS SERVICES A DOMICILE
CHILOFF	Nicolas		COGEMEC
COMMEYRAS	Thierry	Vice-Président Industrie	HONDA France
DELSOL	Jean-François		ADB CONDITIONNEMENT
DENIS	Jean-François	Trésorier-Adjoint	TOUTENET
DUPUIS	Laurence		SOCIETE GAUTHIER
GAUTIER-LEGLISE	Isabelle		LA COMPAGNIE DES P'TITS CLOUS
GILLARDIN	Murielle		BUREAU DE TABAC
GOBINET	Philippe	Président	PARTNAIRE
GRAS	Jerry	Vice-Président Commerce	PAUL ET JULIETTE
GUILPAIN	Virginie		TDC
HEMERY	Juana		PANO MONTARGIS
HUBERT	Sophie		ADECCO France
HUMBLET	Anthony		CARREFOUR SARAN
JUMEAU	Alain		AJ INVEST
LADNER	Nicole		EUROBOUGIE
LE DONNE	Cindy		AVC SECURITE
LEFEBVRE	Jean-Jacques	2ème secrétaire	AUTO ECOLE MARIEN
LELIEVRE	Adrien		SOLUTECHNIC ENGINEERY ELECTRONIC
MARTINET	Jacques		FONCIERE 45
MOREUIL	Mickaël		RESTAURANT OH TERROIR
PEPIN	Emilie		BIJOUTERIE PEPIN
REINE	Benoît	Membre	NORMACADRE INTERNATIONAL
ROUSSET	Martin		FITECO
SEGUIN	Aymeric	Membre	EUROVIA CENTRE LOIRE